

# GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	15.06.2018	15h00	18.165	DJSC
Annule et remplace				

<b>Auteur(s) : Groupe socialiste</b>
<b>Titre : Une politique pour en finir avec l'homophobie</b>
<p><b>Contenu :</b></p> <p>La presse et les réseaux sociaux ont relaté ce qui semble être une intolérable agression homophobe à Neuchâtel le dimanche 10 juin tôt le matin. Si, évidemment, le conditionnel doit être utilisé tant et aussi longtemps que l'enquête n'est pas terminée, cette agression doit nous rappeler qu'aujourd'hui encore, dans notre pays et dans notre région, l'on peut être agressé pour son orientation sexuelle.</p> <p>Or, il nous semble que ce mobile d'agression est particulièrement peu thématiqué actuellement dans notre société. En particulier, nous interpellons le Conseil d'État pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le canton de Neuchâtel a-t-il une statistique officielle des agressions physiques et verbales de nature homophobe et ayant abouti à une plainte ?</li> <li>– Le Conseil d'État envisage-t-il, à l'instar d'autres campagnes de prévention et sensibilisation, de mettre en place ce type d'actions pour combattre et prévenir les agressions homophobes ?</li> <li>– Ce type de campagne de prévention et sensibilisation pourrait-il être mis en place en collaboration entre la police, les centres LAVI et les milieux intéressés ?</li> <li>– Plusieurs communes neuchâteloises ont thématiqué le harcèlement de rue, notamment à l'égard des femmes. Le Conseil d'État n'estime-t-il pas que les problématiques de harcèlement de rue contribuant à l'insécurité quotidienne de nombre de citoyens, qu'elles devraient faire l'objet d'une politique de partenariat entre les communes et l'État ? Si tel est le cas, quand et comment entend-il le faire ?</li> <li>– La thématique de l'homophobie, discrimination grave, fait-elle l'objet d'une sensibilisation particulière dans le cursus de l'école obligatoire ?</li> <li>– Le Conseil d'État entend-il soutenir davantage les associations qui luttent quotidiennement contre l'homophobie ?</li> </ul>
<p><b>Développement :</b></p> <p>La présente interpellation sera développée par oral.</p>
<b>Demande d'urgence: NON</b>

<b>Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :</b>		
Baptiste Hurni		
<b>Autres signataires (prénom, nom) :</b>	<b>Autres signataires suite (prénom, nom) :</b>	<b>Autres signataires suite (prénom, nom) :</b>
Laurent Duding	Florence Nater	Anne Bourquard Froidevaux
Nathalie Matthey	Éric Flury	Laura Zwygart
Marie-France Matter	Dominique Bressoud	Corine Bolay Mercier
Dominique Andermatt-Gindrat	Souhaïl Latrèche	Carole Bill
Philippe Loup		